



**OPÉRATIONNALISATION
DE L'INSTRUMENT
«L'EUROPE DANS LE MONDE»**

**RAPPORT
ANNUEL
2022**

COOPÉRATION CAMEROUN – UNION EUROPÉENNE

**OPÉRATIONNALISATION DE L'INSTRUMENT
« L'EUROPE DANS LE MONDE »**

RAPPORT ANNUEL 2022

“

Le contenu de la présente publication relève de
la seule responsabilité de la Cellule d'Appui à
l'Ordonnateur National du FED et ne peut
en aucun cas, être considéré comme reflétant
l'avis de l'Union européenne.

”



Sommaire

■ Glossaire.....	4
■ Abréviations.....	6

INTRODUCTION

■ Avant-propos du Ministre, Coordonnateur du Partenariat Cameroun-UE	8
■ Mot du Chef de Délégation de l'UE	10
■ Faits saillants de la coopération en 2022	12
■ Résumé du rapport	14
■ Propos introductif du Coordonnateur National de la Coopération Cameroun-UE...	16

I. OPÉRATIONNALISATION DU PROGRAMME INDICATIF MULTI ANNUEL

■ Mises en œuvre opérationnelles	20
■ Programmations opérationnelles	22

II. MISE EN ŒUVRE CONTINUE DES OPÉRATIONS DU 11^{ÈME} FED

■ Volet Développement Rural et Environnement	26
■ Volet Infrastructures	30
■ Volet Gouvernance	34
■ Volet Commerce et Développement du Secteur Privé	36

III. SUIVI STRATÉGIQUE DU PARTENARIAT

■ Suivi du dialogue de partenariat	40
■ Impulsion du cadre de coordination post-FED	44
■ Adaptation fonctionnelle et managériale de la CAON-FED	46

IV. VOLET FINANCIER

■ Opérationnalisation financière du PIM 2021-2024	50
■ Décaissements continus du 11 ^{ème} FED	52



Glossaire

11^{ème} FED

Onzième protocole financier pluriannuel de coopération ACP-UE, dans le cadre duquel ont été programmées les ressources européennes, allouées au développement des Etats ACP pour la période 2014-2020. Ce onzième protocole financier est le dernier sous le mécanisme du Fonds Européen de Développement (FED).

Accord de Cotonou

Accord régissant le partenariat ACP-UE sur la période 2000-2020. Signé à Cotonou le 23 juin 2000, et révisé en juin 2005 (Luxembourg) et juin 2010 (Ouagadougou), il est en cours de remplacement.

Accord Post-Cotonou

Accord appelé à régir le partenariat OEACP-UE à l'expiration de l'Accord de Cotonou. Les négociations pour ce nouvel accord de partenariat ont démarré en septembre 2018 et se sont achevées en décembre 2020. L'Accord conclu reste en attente de signature. Il a été paraphé à Bruxelles le 15 Avril 2021.

Accord de Partenariat Economique

Accord commercial visant à développer le libre-échange avec l'Union européenne. L'APE bilatéral Cameroun-UE est entré en vigueur en août 2016 et poursuit sa mise en œuvre dans l'optique d'une suppression de 80 % des droits de douanes pour les produits européens sur une période de 13 ans.

OEACP

Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). C'est la nouvelle dénomination du Groupe ACP (Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), anciennement établi sous l'Accord de Georgetown de 1975. Le Groupe ACP est officiellement devenu OEACP le 5 avril 2020, suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de Georgetown révisé, tel qu'approuvé par les Chefs d'Etats et de Gouvernement. Il reste constitué de 79 pays dont 48 d'Afrique, 16 des Caraïbes et 15 du Pacifique, tous signataires de l'Accord de Cotonou.

OEACP-UE

Rapport de coopération multilatérale entre les 79 Etats membres de l'OEACP et l'UE. C'est de cette coopération multilatérale que se décline le partenariat bilatéral Cameroun-UE.

Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE

Personnalité diplomatique à la tête de la Représentation nationale (Délégation) européenne. Il est coacteur avec l'Ordonnateur National, de la mise en œuvre des ressources du FED.

Appui Budgétaire Sectoriel de l'UE (ABS-UE)

Modalité d'intervention de l'UE, portant sur le versement au Trésor Public, des ressources allouées à la mise en œuvre des programmes/projets de développement, convenus d'accords-parties avec le Gouvernement.

Blending

Mécanisme de mobilisation des financements additionnels extérieurs, par le mixage des subventions (dons) de l'UE avec les prêts des autres institutions financières et organismes de développement.

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

Structure technique et opérationnelle placée sous l'autorité directe de l'Ordonnateur National du FED, dont la mission est de l'assister et de l'appuyer dans le cadre de la mobilisation et de la gestion optimale, efficiente et efficace des ressources de la coopération européenne.

Chaîne de Valeur Mondiale

Ensemble des activités productives réalisées par les entreprises en différents lieux géographiques au niveau mondial pour amener un produit ou un service du stade de la conception au stade de la production et de la livraison au consommateur final.

Conseil ministériel ACP

Instance décisionnelle et d'orientation regroupant les Ministres ACP de chaque Etat membre. Le Conseil se réunit deux fois par an, en session mixte avec l'UE en mai/juin et en session budgétaire ACP en novembre/décembre.

Contrat de Réforme Sectorielle

Convention de financement adossée à l'Appui Budgétaire Sectoriel octroyé par l'UE pour la promotion d'un développement durable et inclusif dans le secteur rural. Initialement conclue pour la période 2017-2019, l'opération a été prorogée jusqu'en 2021.

Convention de financement

Document de coopération conjointement signé, matérialisant l'accord de financement de l'UE pour la mise en œuvre d'un projet/programme de développement convenu avec le Gouvernement.

Coordonnateur du Partenariat Cameroun-UE

Dans le contexte de disparition de la fonction d'Ordonnateur National du FED, rôle de supervision du processus de partenariat avec l'UE, dévolu au MINEPAT en référence à ses prérogatives gouvernementales de coordination de la coopération économique et technique avec les Partenaires Techniques et Financiers du Cameroun.

Devis-Programme

Document fixant les moyens matériels et ressources humaines nécessaires, le budget ainsi que les modalités techniques et administratives de mise en œuvre pour l'exécution d'une convention de financement pendant une période donnée.

Dialogue de partenariat

Processus d'échanges et d'activités de suivi conjoint du partenariat.

Dialogue Politique Structuré

Instance de dialogue bilatéral institué par l'Accord de Cotonou (Article 8) pour le suivi conjoint de l'ensemble du processus de la coopération européenne.

Dialogue Economique Structuré

Instance de dialogue nouvellement convenue au niveau national, tendant à renforcer le dispositif d'encadrement et de suivi de la coopération Cameroun-UE, ciblé spécifiquement au domaine économique et commercial. Les priorités fortes de politique économique nationale et les nouvelles orientations thématiques privilégiées de la coopération européenne vers l'investissement et le commerce ont milité pour la mise en place de cette instance.

ECHO

Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes. La DG ECHO élabore et met en œuvre la politique de la Commission dans les domaines de l'aide humanitaire et de la protection civile.

Engagements

Ressources allouées dans le cadre d'une convention de financement, et qui feront l'objet de décaissement au titre de l'exécution de ladite convention.

Equipe Europe

Mobilisation de l'Union européenne avec ses États membres localement représentés, dans le cadre d'initiatives communes de coopération au développement, visant une meilleure efficacité des appuis, ainsi qu'un impact plus accru des interventions.

L'Europe dans le monde (ou Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - IVCDCI)

Instrument unifié de financement de la coopération européenne qui rassemble pour la première fois la plupart des divers flux de financements de l'UE destinés à la coopération internationale. Il est actuellement utilisé pour soutenir le développement durable dans les pays du voisinage de l'UE, l'Asie, les Amériques, l'Afrique, le Pacifique et les Caraïbes. Par rapport aux pays de l'OEACP en particulier, cet instrument remplace le FED dont le 11^{ème} cycle est arrivé à expiration en 2020. Pour la période 2021-2027, l'enveloppe de cet instrument porte sur un montant global de 79,5 milliards d'euros (52 163 milliards Fcfa).

Facilité de Coopération Technique (FCT)

Instrument sous forme de convention, dédié au financement des interventions d'appoint et à caractère transversal de la coopération européenne.

Fonds Européen de Développement (FED)

Principal instrument européen de programmation du financement du développement dans le cadre des onze cycles successifs de la coopération ACP-UE, de 1957 à 2020.

NDICI

Acronyme anglais de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale. C'est le nouvel instrument financier de coopération européenne qui remplace le FED et dont le mécanisme s'applique au programme 2021-2027 du partenariat OEACP-UE.

Ordonnateur National du FED (ON-FED)

Autorité nationale sous le régime du FED, en charge de la mise en œuvre des ressources de coopération européenne, en l'occurrence le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) qui représente le Cameroun dans toutes les activités de coopération OEACP et OEACP-UE.

PAGODA/Gestion Indirecte

Mode d'action par lequel l'Union européenne confie les tâches d'exécution budgétaire des programmes/projets, à des pays tiers ou à des organisations internationales ou aux agences de développement des Etats membres de l'UE ou à d'autres organismes certifiés.

Programmation 2021-2027

Processus de dialogue conjoint, pour la détermination du protocole financier pluriannuel post-11^{ème} FED, d'appui au développement de l'UE.

Programme Indicatif Multi-annuel

Document cadre de coopération avec l'UE, sous le nouveau régime de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI). Élaboré et conclu par région/pays, il fixe l'enveloppe d'allocation financière et les domaines d'intervention des ressources de coopération au développement de l'UE.

Programme Indicatif National (PIN)

Document cadre de coopération bilatérale avec l'UE sous le régime du FED, fixant l'enveloppe d'allocation pays et les secteurs de concentration des ressources de coopération européenne.

Programme Indicatif Régional (PIR)

Document cadre de coopération UE au niveau régional, sous le régime du FED.

SND30

Stratégie Nationale de Développement pour la période 2020-2030. C'est le nouveau document de référence de la politique de développement nationale, adopté en novembre 2020, et qui remplace le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) arrivé au terme de sa décennie (2010-2020) d'implémentation.

Sommet ACP

Rencontre des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du Groupe ACP, à l'effet de donner les grandes orientations de fonctionnement ACP et de politique de partenariat avec l'UE.

Subventions européennes

Donations directes accordées à divers acteurs étatiques ou non étatiques, pour promouvoir un objectif de la politique de l'UE à travers, soit une action (subvention pour action) soit la prise en charge des coûts de fonctionnement d'un organisme (subvention de fonctionnement).



Abréviations

AFD : Agence Française de Développement

APE : Accord de Partenariat Economique

AT : Assistant Technique

BAD : Banque Africaine de Développement

BEI : Banque Européenne d'Investissement

BRT : Bus Rapid Transit

BUNEC : Bureau National de l'Etat Civil

CAON-FED : Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

CBC : Commercial Bank of Cameroon

CCA : Crédit Communautaire d'Afrique

CCIMA : Chambre de Commerce, d'industrie, des Mines et de l'Artisanat

CE : Commission Européenne

CF : Convention de financement

CEEAC : Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CDHC : Commission des Droits de l'Homme du Cameroun.

COP : Contrat d'Objectifs et de Performance.

COPIL : Comité de Pilotage

COPIL/CER-AC : Comité de Pilotage de la Rationalisation des Communautés Economiques Régionales en Afrique Centrale

CSMO-APEB : Comité de Suivi de la Mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique Bilatéral Cameroun-Union européenne

CSO : Comité de Suivi Opérationnel

DACC : Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun

DEVCO : Direction Générale du Développement et de la Coopération de la Commission européenne

DEU : Délégation de l'Union européenne

ECOFAC : Programme pour la Préservation de la Biodiversité et des Ecosystèmes Fragiles d'Afrique Centrale

EIFORCES : Ecole Internationale des Forces de Sécurité

FCT (TCF) : Facilité de Coopération Technique

FED : Fonds Européen de Développement

FEICOM : Fonds Spécial d'Equipements et d'Intervention Intercommunale

GIZ : Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement

IFN : Impact Fiscal Net (lié à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique Cameroun-Union européenne)

INS : Institut National de la Statistique

MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MINCOMMERCE : Ministère du Commerce

MINDDEVEL : Ministère de la Décentralisation et du Développement Local





MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPIA : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales

MINFI : Ministère des Finances

MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune

MINHDU : Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

MINIMIDT : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique

MINPMEESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat

MINREX : Ministère des Relations Extérieures

MINTP : Ministère des Travaux Publics

ONUDC : Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime

OS : Objectifs Spécifiques

OSC : Organisation de la Société Civile

PAA : Plan d'Action Annuel

PAIRIAC : Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et à l'Investissement en Afrique centrale

PAGIRN : Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique centrale

PAMFOR : Programme d'Amélioration de la Gouvernance en milieu Forestier

PERACE : Projet d'Electrification rurale et d'Accès à l'Energie au Cameroun

PIM : Programme Indicatif Multi-annuel

PIN : Programme Indicatif National

PIR : Programme Indicatif Régional

PNDP-FED : Programme National de Développement Participatif - FED

PROCIVIS : Programme de Soutien à la Citoyenneté Active

PRODESV : Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires

PTF : Partenaire Technique et Financier

PTBA : Plan de travail et Budget Annuel

RESILAC : Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad

SIGIF : Système Informatique de Gestion des Informations Forestières

SODECOTON : Société de Développement du Coton du Cameroun

SPM : Services du Premier Ministre

UGP : Unité de Gestion de Projet

UE : Union européenne

Avant-propos du Ministre, Coordonnateur du partenariat Cameroun-UE

Coordination post-FED : Une nouvelle dynamique institutionnelle

La mise en œuvre de la politique nationale de développement socio-économique est restée marquée en 2022 par le dialogue continu d'alignement des Partenaires Techniques et Financiers du Cameroun, à la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30), dans un contexte de recadrage institutionnel du système de coordination du partenariat avec l'Union européenne, en considération notamment de la mise en route effective du nouvel instrument de coopération de cette institution : « l'Europe dans le Monde ».

« L'Europe dans le Monde » qui remplace le FED en tant qu'instrument principal de partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), se caractérise en effet par la disparition de la fonction et du rôle d'Ordonnateur National, dont l'exercice des missions d'ordre politique et opérationnel rythmait la conduite du partenariat dans les différents pays et régions ACP.

L'entrée en vigueur de ce nouvel instrument s'est accompagnée d'une réflexion sur l'ajustement du mécanisme de coordination du partenariat avec l'Union européenne, dont les options actuelles tendent globalement à préserver les acquis du FED, tout en renforçant la structuration de la coordination.

L'approche politique d'ensemble est celle consistant à se conformer à l'organisation gouvernementale, en confiant au MINEPAT, la poursuite de la coordination de la coopération économique et technique avec l'Union européenne.



Du point de vue opérationnel, le renforcement de la structuration de la coordination du partenariat avec l'Union européenne va s'organiser autour de deux axes majeurs :

- L'institutionnalisation d'un dialogue sur le partenariat conformément à l'Article 3 de l'Accord de partenariat OEACP-UE, selon une approche thématique. Les actions de l'UE étant alignées sur la Stratégie Nationale de Développement 2030, les instances de suivi de la mise en œuvre de la SND30 seront capitalisées pour ce dialogue ;
- La redéfinition des missions de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (CAON-FED), de manière à préserver les acquis institutionnels et capitaliser toute l'expérience que cette Cellule a su développer depuis plusieurs années.

Il va s'en dire que dans la mouvance d'adaptation aux dispositions de l'instrument « l'Europe dans le Monde », la CAON-FED qui jouit d'un capital actif avéré, reste un des atouts institutionnels majeurs de la dynamique de dialogue constant du partenariat avec l'Union européenne.

Au terme de l'année 2022, entre autres actions d'impulsion du partenariat européen au Cameroun, la CAON-FED est attendue sur le front du suivi des travaux d'évaluation de la mise en œuvre de la SND30, menés sous l'égide du MINEPAT, en collaboration avec les Départements ministériels concernés et en présence des Partenaires au développement. Il en va du renforcement de l'appui de l'UE aux efforts de développement du Cameroun, en cohérence avec les orientations prioritaires nationales.

Alamine OUSMANE MEY

Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire,
Coordonnateur du Partenariat Cameroun-UE

SND30

SND 30 : Une mise en oeuvre encourageante

Une trajectoire positive d'amélioration des performances de développement économique et social, s'est dégagée de la série de concertations sectorielles organisées en août, septembre et octobre 2022, entre les acteurs des secteurs publics et privés, les Partenaires Techniques et Financiers, la société civile et les Collectivités Territoriales Décentralisées, sous l'égide du MINEPAT. L'ambition légitime d'émergence du Cameroun invite à redoubler d'efforts.

Infrastructures	<ul style="list-style-type: none">■ Augmentation des capacités de production électrique et d'hydraulique et assainissement■ Densification du réseau routier national et communal■ Amélioration du volume de trafic de frêt portuaire■ Modernisation urbaine et offre croissante de logements sociaux■ Modernisation du Cadastre
Santé	<ul style="list-style-type: none">■ Densification de la carte sanitaire nationale■ Relèvement des plateaux techniques■ Amélioration de la gouvernance sanitaire
Education	<ul style="list-style-type: none">■ Développement de la politique du livre■ Développement de la politique de l'éducation inclusive■ Adaptation du curriculum de formation des enseignants pour la petite enfance
Services sociaux	<ul style="list-style-type: none">■ Extension de la couverture sociale aux travailleurs du secteur informel■ Augmentation du paiement des prestations aux bénéficiaires■ Tenue régulière des dialogues sociaux■ Renforcement de la prise en compte du Genre dans la programmation budgétaire■ Mise en place des mécanismes des filets sociaux■ Mise en place du chèque santé
Secteur rural	<ul style="list-style-type: none">■ Rationalisation du portefeuille des projets et programmes au niveau du MINADER et du MINEPIA■ Mise en place d'une plateforme interministérielle sur le désenclavement des bassins de production■ Opérationnalisation pilote de la politique nationale d'octroi des intrants agricoles
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none">■ Modernisation de l'Administration et des Finances publiques■ Mise en route des Plans Présidentiels pour la reconstruction et le développement des Régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord■ Accélération du processus de décentralisation■ Dialogue continu Public-Privé pour l'amélioration du climat des affaires
Industries et Services	<ul style="list-style-type: none">■ Priorisation à la transformation des matières premières locales, afin de gagner en valeur ajoutée et de réduire les importations de biens et services, tout en augmentant l'offre des exportations



Mot du Chef de Délégation de l'Union européenne

Equipe Europe : Une nouvelle dynamique, pour conduire un partenariat innovant

L'engagement de l'Union européenne au développement du Cameroun, s'est particulièrement réaffirmé au cours de l'année 2022 sous revue, notamment dans le cadre d'un dialogue régulier. Celui-ci aura été marqué par la concrétisation de l'approche «Equipe Europe» (#TeamEurope), visant à mettre en commun l'expérience de l'ensemble des Etats membres de l'UE, pour mieux accroître l'impact des interventions.

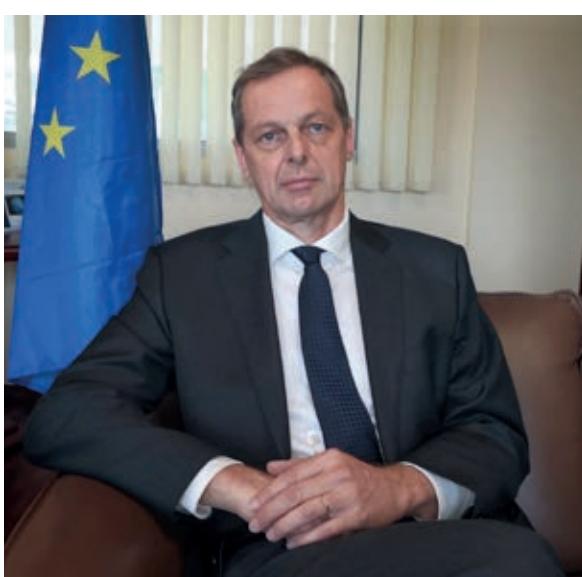
C'est dans ce cadre qu'a été lancée à Garoua, en février 2022, l'initiative #TeamEurope intitulée «Pacte vert et résilience pour les régions septentrionales du Cameroun». Financée à hauteur de 116,7 milliards de francs CFA, cette initiative a pour objectif de lutter contre les fortes disparités territoriales, en continuant à appuyer le secteur privé et le développement rural durable, afin de prévenir les effets du changement climatique, ainsi que la dégradation des ressources naturelles. L'Initiative qui est alignée à la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 du Cameroun, répond à la priorité principale de l'UE dans le cadre de l'approche «Equipe Europe», de mise en commun de l'expérience des acteurs européens au service d'actions pour l'adaptation au changement climatique, la gestion concertée des territoires, le renforcement des systèmes agroalimentaires et l'ouverture d'opportunités socio-économiques durables dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Cette dynamique partenariale, qui intervient dans un contexte d'implémentation du nouvel instrument de coopération «L'Europe dans le Monde», s'inscrit dans la stratégie de renforcement du partenariat, en poursuivant l'objectif d'un meilleur travail d'ensemble pour une coopération au développement efficace. L'approche Equipe Europe est donc un engagement à produire un impact plus important et de meilleure qualité en mettant en place une coopération européenne au développement conjointe, coordonnée et plus efficace. Son expérimentation au Cameroun s'est faite de manière satisfaisante dans le cadre de la mobilisation en vue de la lutte contre le Covid-19.

Plus globalement, l'Union européenne et ses Etats membres, en Equipe Europe, entendent poursuivre, dans les années à venir, leur engagement aux côtés du Cameroun et de l'Afrique subsaharienne, en appui à l'intégration économique et régionale, à travers sa nouvelle stratégie «Global Gateway», qui ambitionne de mobiliser des fonds publics et privés pour le développement d'infrastructures plus sûres et plus vertes dans tous les domaines de la connectivité.

Avec la mise en route effective du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027, il y a donc matière pour un dialogue renforcé, afin d'impacter davantage le développement du Cameroun.

La DUE compte, à cet effet, sur la dynamique d'action habituelle de la CAON-FED sous la coordination du MINEPAT, pour poursuivre l'impulsion du renforcement de ce partenariat.



Philippe VAN DAMME
Ambassadeur, Chef de Délégation de
l'Union européenne



INITIATIVE TEAM EUROPE



L'initiative Team Europe met en commun l'expérience de l'ensemble des Etats membres de l'UE afin d'accroître l'impact des interventions. Au Cameroun, l'UE s'engage dans une première initiative Team Europe dans les trois régions du Nord intitulée "Pacte Vert et Résilience pour le Septentrion". Son objectif principal est de mettre en œuvre les engagements de l'Union européenne contenus dans le [Pacte vert européen](#) et plus spécifiquement :

- Preparer la résilience et l'adaptation du Septentrion au changement climatique
- Préserver les ressources naturelles, protéger les écosystèmes et la biodiversité
- Contribuer à un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement
- Apporter des opportunités économiques concrètes aux femmes et aux jeunes autour d'emplois verts

LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT DURABLE - EFSD+

L'EFSD+ est un paquet financier innovant qui combine le mixage prêts-dons et offre des garanties pour couvrir les risques d'investissement.

Au Cameroun, il est prévu d'allouer **25 millions d'euros** à des garanties qui rendront possibles des projets privés et publics ambitieux, avec l'appui de la Banque européenne d'investissements (BEI).

Les secteurs pré-identifiés sont : **le développement urbain, l'énergie et le secteur privé.**

Grâce à l'effet de levier de ces garanties, nous espérons débloquer entre

150 et 200 million €

Les priorités de l'UE dans le monde

- Pacte vert européen
- Alliances pour une croissance et des emplois durables
- Alliances pour la Science, les Technologies, l'Innovation et le Numérique
- Partenariats pour les migrations et les mobilités
- Gouvernance, Paix et Sécurité, Développement Humain

Femmes et Jeunes

Education et qualifications

Extrait du factsheet_pim_fr.pdf (<https://www.eeas.europa.eu>)

Faits saillants de la coopération en 2022

02 février 2022, Yaoundé
Lancement du PIM 2021-2027



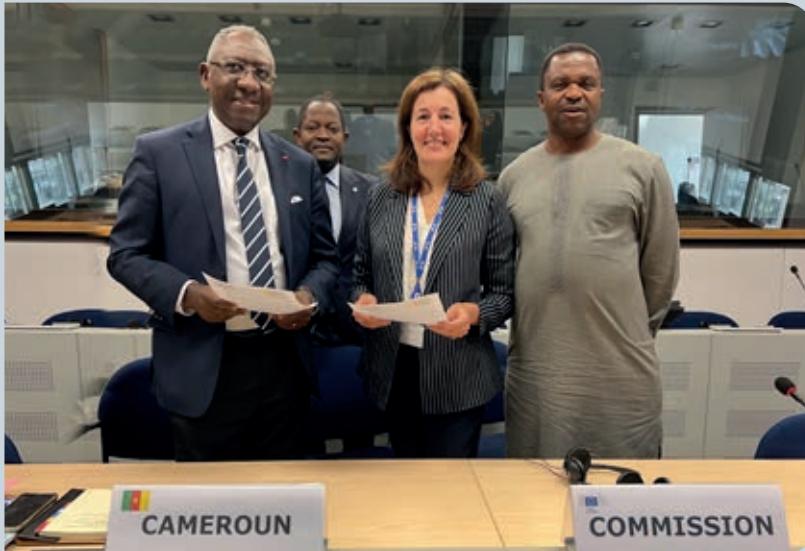
04-07 Mai 2022, Yaoundé
Visite du Vice-Président de la BEI au Cameroun



23 Mai 2022, Yaoundé
Table-ronde des bailleurs de fonds du Projet de construction de la Voie de contournement de Yaoundé



Faits saillants de la coopération en 2022



09 Juin 2022, Bruxelles
Réunion relative au 6^{ème} Comité
conjoint APE Cameroun-UE



04 Octobre 2022, Yaoundé
Cérémonie de signature des
Conventions de financement
« Cameroun : Villes vertes,
inclusives et durables » et
« Cameroun : Septentrion vert
et résilient »



06-10 décembre 2022, Luanda
10^{ème} sommet des Chefs d'Etat
et de Gouvernement de l' OEACP



Résumé du rapport

La dynamique de consolidation constante du partenariat avec l'Union européenne s'est poursuivie au cours de l'année 2022 dans le contexte post-FED marqué par l'entrée en matière du nouvel instrument de financement principal de l'action extérieure de l'UE, « l'Europe dans le monde ».

À la suite du dialogue de programmation conjointe mené en 2021 et qui s'est conclu sur l'adoption consensuelle du Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2027, le processus de partenariat s'est en effet orienté vers l'implémentation de ce nouvel instrument qui remplace le FED.

Le lancement officiel en février 2022 du Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2027 a donné le ton de la détermination conjointe pour la concrétisation des nouvelles options de coopération, avec notamment la signature des deux premières Conventions de financements adossées à l'enveloppe de ce Programme.

C'est dans ce sens qu'en considération de la nouvelle dynamique évolutive du partenariat européen, l'impulsion stratégique et opérationnelle de la CAON-FED au titre de sa mission de coordination de la coopération Cameroun-UE, s'est principalement orientée en 2022, vers l'opérationnalisation à l'échelle nationale, de l'instrument « l'Europe dans le monde », suivant les articulations de la programmation conjointe, en adéquation aux options gouvernementales prioritaires de la SND30.

Au plan opérationnel, il s'est principalement agi de conduire les premières activités de programmation et de mise en œuvre des projets correspondant aux aires prioritaires retenues dans le cadre de la première phase 2021-2024 du PIM 2021-2027.

Dans la logique du suivi continu des activités, l'action afférente à l'implémentation du nouvel instrument de coopération s'est accompagnée de la supervision des opérations résiduelles du FED, portant notamment sur les programmes et projets en instance de réalisation, à base des ressources des Programmes Indicatifs National, Régional et Intra-ACP, engagées au titre du 11^{ème} FED.

Au plan stratégique, l'action a globalement porté au-delà des activités courantes de suivi de la coopération, sur l'arrimage technique et institutionnel, au nouveau contexte de partenariat, dans l'optique d'une meilleure efficacité de coordination et d'impact renforcé de développement de ce partenariat.

Dans la veine de changement évolutif des modalités et de l'action de partenariat européen, le dialogue de partenariat a été fortement imprégné des changements en cours, par rapport auxquels, la CAON-FED tend à s'adapter structurellement et fonctionnellement.

Suivant les aspects résumés ci-dessus, le présent rapport annuel, fait le point en quatre articulations, des activités de la CAON-FED au cours de l'année 2022 :

- I- L'opérationnalisation du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027
- II- La mise en œuvre continue des opérations du 11^{ème} FED
- III- Le suivi stratégique du Partenariat
- IV- Le volet financier



Propos introductif du Coordonnateur National de la Coopération Cameroun-UE

Du PIN au PIM : Une nouvelle dynamique opérationnelle

Au rythme de l'entrée en vigueur du nouveau cadre post-FED de coopération avec l'Union européenne, l'année 2022 du partenariat européen au Cameroun a démarré sur le lancement officiel au niveau national, du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027. La cérémonie organisée à cet effet le 02 février 2022 à l'Hôtel Hilton de Yaoundé, a été l'occasion idoine pour communiquer sur les domaines prioritaires de coopération entre le Cameroun et l'Union européenne, pour les six années à venir.

Le Programme Indicatif Multi annuel (PIM) constitue le concept opérationnel du nouveau cadre programmatique de coopération, adossé

à l'instrument « l'Europe dans le Monde ». Il remplace le Programme Indicatif National (PIN) qui était en vigueur sous le régime du Fonds Européen de Développement (FED).

Au terme de la programmation conjointe du PIM 2021-2027, une enveloppe de 178 millions d'euros (116,7 milliards de francs CFA) a été retenue pour la première phase d'intervention, couvrant la période 2021-2024, articulée autour de trois grands domaines prioritaires d'intervention en cohérence avec les objectifs de la Stratégie Nationale de Développement (SND 30) du Cameroun :

- Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation..... 23,6 milliards Fcfa (36 millions d'euros)
- Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé..... 21,0 milliards Fcfa (32 millions d'euros)
- Pacte vert : développement durable et action pour le climat ... 64,3 milliards Fcfa (98 millions d'euros)
- Mesures d'appui et diplomatie publique..... 7,8 milliards Fcfa (12 millions d'euros)

Sur la base de cette programmation, la CAON-FED s'est employée tout au long de l'année 2022, à ajuster ses procédés opérationnels et stratégiques à la nouvelle donne de coopération européenne, afin de poursuivre au mieux, sa mission de coordination de la mise en œuvre de cette coopération au Cameroun. Il s'est agi notamment d'activer l'implémentation du nouvel instrument « l'Europe dans le Monde » à travers la mise en route opérationnelle du PIM et le

suivi des orientations stratégiques du partenariat, tout en assurant la continuité et la finalisation des opérations du 11^{ème} FED.

Le présent rapport annuel 2022 résume les activités menées, tant sur le plan des opérations (PIM et 11^{ème} FED) que sur le volet du suivi stratégique et financier du partenariat européen au Cameroun, dans le nouveau contexte de l'instrument « l'Europe dans le Monde ».



Aliou ABDOULLAHI

Coordonnateur National de la coopération
Cameroun - Union européenne,
Chef de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur
National du FED (CAON-FED)

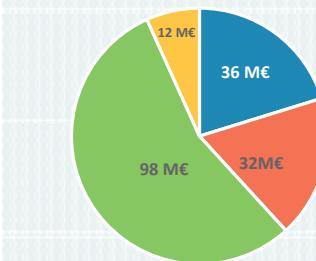


PROGRAMME INDICATIF MULTI ANNUEL 2021 – 2027 POUR LE CAMEROUN

#EUAfrica

L'Union européenne (UE), en partenariat avec les parties prenantes camerounaises et internationales, a défini les domaines prioritaires communs de coopération avec le Cameroun pour un montant de **EUR 178 millions** pour 2021-24 afin de renforcer notre coopération bilatérale et de faire progresser nos intérêts communs dans les domaines suivants :

- Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation
- Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé
- Pacte Vert, développement durable et action pour le climat



- Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation
- Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé
- Pacte Vert : développement durable et action pour le climat
- Mesures d'appui et diplomatie publique

Total 2021 – 2024 : 178 M€*

*L'allocation financière pour 2025-2027 sera déterminée en 2024 sur base d'une revue de performance à mi-parcours.
L'allocation nationale sera complétée par des actions au niveau régional / global, avec l'objectif de doubler l'allocation indicative pour le Cameroun

• Les priorités convenues seront mises en œuvre en partenariat avec les États membres de l'Union européenne dans le cadre d'une approche "Team Europe".

• Elles sont conformes à la **stratégie nationale de développement du Cameroun 2020-2030**, à la **Contribution Déterminée au niveau national** contre le changement climatique, à l'agenda 2030 des Nations Unies et à la stratégie « **Global Gateway** » de l'UE en appui aux infrastructures de développement.

Extrait du factsheet_pim_fr.pdf (<https://www.eeas.europa.eu>)



I. Opérationnalisation du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027



Au titre du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027, deux premières Conventions de financement ont fait l'objet de signature, au sujet de deux projets relevant principalement de l'aire prioritaire N°3 (Pacte vert : développement durable et action climat). Ces deux projets financés à hauteur totale de 44 millions d'euros (29 milliards Fcfa) marquent le début de la mise en œuvre opérationnelle du PIM :

- Projet «Cameroun : Pacte vert et résilience dans le Septentrion»
- Projet «Cameroun : Villes vertes inclusives et durables»

Le processus de programmation relatif aux phases d'identification et de formulation, est engagé pour quatre autres opérations, dont trois de dimension régionale :

- Projet Paysage Sud-Est ;
- Projet NaturAfrica ;
- Programme Océan Afrique centrale ;
- Programme RESILAC 2.

Mises en œuvre opérationnelles

Aire prioritaire 1&3 – PIM National : 15,7 Milliards Fcfa (24 millions d'euros)

Cameroun : Villes vertes inclusives et durables

D'un montant de contribution de l'UE de 15,7 milliards de francs CFA (24 millions d'euros), la Convention de financement du Projet «Cameroun, villes vertes inclusives et durables» a été signée à Yaoundé, le 04 octobre 2022.

● Objectif général :

Améliorer le cadre de vie des populations urbaines, y compris et en particulier des femmes et des groupes vulnérables au Cameroun.

● Objectifs spécifiques et produits attendus :

OS1 : Renforcer la gouvernance du secteur urbain et le cadre de dialogue sur les aspects du développement urbain durable, inclusif et résilient face au changement climatique, en lien avec un processus efficace de décentralisation.

1.1 Une plateforme de dialogue institutionnel est mise en place et un groupe de coordination interinstitutionnelle dans le secteur du développement urbain est créé et se réunit régulièrement.

1.2 Les capacités de planification urbaine intégrée et durable, de maîtrise d'ouvrage communal, de la mobilité urbaine et de la gestion des déchets, sont améliorées aux niveaux national et des CTD.

1.3 Les femmes et les jeunes participent activement à la gouvernance urbaine.

OS2 : Améliorer l'accès des populations, notamment des femmes et groupes vulnérables, aux infrastructures et services de mobilité urbaine durable à Yaoundé.

2.1 Le secteur des transports artisanaux (motos, taxis) à Yaoundé est professionnalisé et réformé pour un système de transport plus sécurisé et adapté à l'arrivée de nouveaux modes de transport.

2.2 Les déplacements piétonniers (mobilité douce) au centre-ville de Yaoundé et particulièrement à proximité des stations de BRT et des systèmes de transport collectif organisé, deviennent continus, ombragés, dégagés de tout obstacle et plus sûrs.

2.3 La circulation au centre-ville de Yaoundé est fluidifiée grâce à une amélioration du système de mobilité.

OS3 : Diminuer la pollution marine et fluviale liée à la consommation et à la production de déchets solides (notamment les déchets en plastique) à Douala.

3.1 Les capacités techniques des CTD de Douala dans la gestion des déchets sont améliorées.

3.2 Les filières de recyclage et d'économie circulaire sont développées.

3.3 Un système de gestion des déchets à Douala plus performant et adapté aux enjeux climatiques est établi.

OS4 : Améliorer la résilience face au changement climatique et renforcer la participation citoyenne au développement urbain de Maroua.

4.1 Les autorités locales et les populations sont sensibilisées aux thématiques de la résilience face au changement climatique, de l'économie circulaire, de l'égalité de genre, de la gestion des conflits, de l'inclusion des déplacés internes et des migrants, de la salubrité, de la protection de l'environnement.

4.2 Une méthodologie participative adaptée au contexte local est élaborée et un dispositif d'aménagement urbain participatif, impliquant entre autres les femmes et jeunes y compris dans sa mise en œuvre replicable à d'autres communes du Septentrion est mis en place.

4.3 L'accès inclusif aux équipements publics collectifs est amélioré.

« Cameroun : Villes vertes inclusives et durables »

« Cameroun : Pacte vert et résilience dans le Septentrion »

Aire prioritaire 3 – PIM National : 13,1 Milliards Fcfa (20 millions d'euros)

Cameroun : Pacte vert et résilience dans le Septentrion

La Convention de financement du Projet «Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun» a également été signée à Yaoundé, le 04 octobre 2022, pour un montant de contribution de l'UE de 13,1 milliards de francs CFA (20 millions d'euros), auquel s'ajouteront ceux de la France et de l'Allemagne, de l'ordre total de 1,1 milliards de francs CFA (1,750 millions d'euros).

● Objectif général :

La résilience des trois régions septentrionales du Cameroun est augmentée face à la pression démographique et aux crises alimentaires exacerbées par l'insécurité et le changement climatique.

● Objectifs spécifiques et produits attendus :

OS1 : La gouvernance territoriale est plus inclusive dans les 3 zones de l'action et favorise la prévention des conflits.

- 1.1** Les décisions de zonage et de gestion territoriales dans le Septentrion sont davantage informées, inclusives, transparentes et respectées par les différentes catégories d'acteurs.
- 1.2** L'efficience et l'impact des interventions augmentent grâce à l'approche paysage intégré et la coordination et mutualisation des actions, en premier lieu au niveau des acteurs de l'Equipe Europe.

OS2 : Les territoires agro-sylvo-pastoraux sont exploités de manière plus adaptée à la crise climatique.

- 2.1** Les terres dégradées dans les communes soutenues par le projet sont restaurées.
- 2.2** La transition vers un élevage semi-sédentaire et sédentaire dans les communes soutenues par le projet est accompagnée.

OS3 : Les ressources et territoires naturels sont gérés de manière plus durable et inclusive.

- 3.1** Le patrimoine naturel dans le Septentrion est mieux protégé.
- 3.2** Les bénéfices de la valorisation économique du patrimoine naturel du Septentrion sont plus équitablement partagés.



« Près de 29 milliards Fcfa (44 millions d'euros) de don de l'UE pour réconcilier les intérêts des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et miniers, tout en préservant les écosystèmes indispensables à la lutte contre la désertification et le changement climatique »

Programmations opérationnelles

PIM National	PIM Régional
Paysage Sud-Est	NaturAfrica
<p>Le projet se situe dans le prolongement du Programme ECOFAC, dans une logique d'approche « Paysage » en zone forestière Sud-Est. Il est en cours de formulation, dans la perspective d'une enveloppe budgétaire totale de 20 millions d'euros (13 milliards de francs CFA). La zone d'intervention projetée au Cameroun est celle de la Réserve forestière du Dja et le Parc National de la Lobéké.</p> <p>Relevant du pilier 2 (Croissance inclusive/Emplois durables et secteur privé) et du pilier 3 (Pacte Vert : Développement Durable et action climat) du PIM 2021-2027 du Cameroun, le projet s'articule autour de trois composantes en cours de contractualisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Composante 1 : Conservation et biodiversité ; • Composante 2 : Economie Verte ; • Composante 3 : Gouvernance Territoriale. 	<p>Il s'agit d'une nouvelle initiative de conservation-développement focalisée sur de vastes paysages sélectionnés en Afrique de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Sud... dont le paysage septentrional camerounais.</p> <p>L'action portera sur la promotion de la protection de la biodiversité et l'amélioration de la gestion des aires protégées (y compris la sécurité et la lutte contre le trafic d'espèces sauvages) aux niveaux régional et transfrontalier grâce à un meilleur lien entre la conservation de la biodiversité et les activités économiques vertes, l'utilisation durable de la faune, la production d'énergie renouvelable et les chaînes de valeur de l'agriculture durable dans les grands paysages et les bassins versants.</p> <p>Le projet est en phase de formulation, avec une enveloppe budgétaire non encore déterminée.</p>
PIM Régional	PIM Régional
Programme Océan Afrique centrale	Programme RESILAC 2

PIM Régional

Programme Océan Afrique centrale

Initiative régionale en Afrique centrale pour soutenir et stimuler une gouvernance et une gestion régionale durable des océans.

Les thématiques identifiées sont :

- I. la gouvernance des océans ;
- II. l'économie bleue durable et ;
- III. la conservation et la restauration du milieu marin.

Zone d'intervention :

Cameroun, Guinée Equatoriale, Gabon, Sao Tomé et Principe, République du Congo et République Démocratique du Congo.

Budget total :

19,7 milliards Fcfa (30 millions d'euros) de l'UE pour tous les pays de la zone d'intervention de l'action.

Mise en œuvre :

Action en cours de formulation.

PIM Régional

Programme RESILAC 2

Initiative régionale dont l'objectif est de réduire l'impact des conflits locaux dans les zones des bassins côtiers d'Afrique dont le Bassin du Lac Tchad pour ce qui concerne le Cameroun. Il s'agit plus spécifiquement à cet effet de promouvoir un environnement empreint de sécurité, de redressement économique, de résilience et de cohésion sociale dans les territoires des zones du Bassin du Lac Tchad les plus impactés par les crises et les changements climatiques.

Zone d'intervention :

Bassin du Lac Tchad dont la région de l'Extrême Nord du Cameroun. Certaines communautés de la région du Nord seront également considérées.

Budget total :

125 millions d'euros (82 milliards Fcfa) dont 117 millions d'euros (76 milliards Fcfa) de l'UE pour tous les pays de la zone d'intervention de l'action.

Mise en œuvre :

Formulation achevée mais l'identification des partenaires de mise en œuvre est encore en cours. Concernant les pays bénéficiaires du Bassin du Lac Tchad dont le Cameroun, il est prévu, que cette action soit gérée de manière indirecte avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Agence Française de Développement (AFD).

Programme Indicatif Multi annuel Régional 2021-2027 – Afrique subsaharienne

D'importants axes d'opportunités pour le Cameroun

L'Union européenne a défini (6) six domaines prioritaires communs de coopération avec l'Afrique subsaharienne afin de renforcer le partenariat bilatéral et faire progresser les intérêts communs avec ces derniers. Le Programme Indicatif Multi annuel régional pour l'Afrique subsaharienne a été adopté à cet effet en décembre 2021, et est doté d'un montant de 6 718 Milliards Fcfa (10,242 milliards d'euros), pour une durée de sept (7) ans avec une évaluation à mi-parcours en 2024. En qualité de pays éligible à ce programme, le Cameroun a vocation à bénéficier de nombreuses opportunités issues des différents axes d'intervention prévus.

Aires	Montant * Indicatif	Opportunité Cameroun
Aire prioritaire 1 – Développement humain	880	
Santé	400	
Education et compétences	480	
Aire prioritaire 2 – Gouvernance démocratique, Paix et Sécurité, Culture	855	
Gouvernance démocratique	130	
Paix et sécurité	650	X
Culture	75	
Aire prioritaire 3 – Transition verte	2.100	
Mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	300	X
Energie durable	570	
Systèmes agroalimentaires durable	470	
Biodiversité et environnement	400	X
Eau et Océans	360	X
Aire prioritaire 4 – Transformation numérique et Sciences, Technologie et Innovation	1.240	
Transformation numérique	940	
Sciences, Technologie et Innovation	300	
Aire prioritaire 5 – Croissance durable et emplois décents	1.830	
Intégration économique régionale, commerce et facilitation du commerce	630	X
Connectivité du transport	1.000	X
Financement durable, Climat d'affaires et développement du secteur privé	200	X
Aire prioritaire 6 – Migration et Déplacement forcé	1.600	
Migration	500	X
Déplacement forcé	500	X
Mécanisme de financement flexible	600	
EFSD+	1.450	X
Mesures d'accompagnement	287	
Renforcement des capacités et appui institutionnel	170	
Contribution au cadre de l'OEACP	42	
TOTAL	10.242	

*en millions d'euros

II.

Mise en œuvre continue des opérations du FED



Parallèlement à l'entrée en matière du PIM sous le nouvel instrument « l'Europe dans le Monde », la mise en œuvre résiduelle du 11^{ème} FED s'est poursuivie, concernant les projets en cours d'opérationnalisation. Cette continuité opérationnelle intervient au terme de tous les engagements effectués à l'expiration du 11^{ème} FED, avec un taux d'absorption de 100% de l'enveloppe du PIN-Cameroun.

Les projets concernés sont à divers stades d'exécution (démarrage – mise en œuvre – clôture...) dans les différents volets d'intervention du 11^{ème} FED :

- Développement rural et Environnement
- Infrastructures
- Gouvernance
- Commerce et Développement du Secteur Privé



Volet Développement rural et Environnement (1)

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives
Biodiversité ECOFAC 6 Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles en Afrique centrale - Phase VI Info Projet : www.ecofac6.eu/fr	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme. ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. 	<p>Mission de terrain : A Lomié et Somalomo sur les résultats, les leçons et perspectives.</p> <p>Comité Suivi National Cameroun Troisième session sur le bilan de mise en œuvre et les stratégies de pérennisation par le MINFOF.</p> <p>Formation de 70 agents des sites ECOFAC à l'Ecole de Faune de Garoua.</p> <p>Tenue du dernier COPIL régional à Libreville Articulé autour des travaux des segments technique (session des Experts) et politique (session des Ministres), avec emphase sur les prochains programmes relais à ECOFAC.</p>	Capitalisation des résultats. Pérennisation des acquis du cadre logique de planification territoriale de développement des filières agropastorales élaboré avec le PNDP. Capitalisation des enseignements reçus. Implémentation de l'Initiative européenne «NaturAfrica». Elaboration de nouveaux outils institutionnels et de gouvernance des programmes sectoriels communautaires proposés par la CEEAC.
Cacao - Café Guichet Producteur des filières cacao et café Info Projet : www.fodecc.cm	Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme.	<p>Lancement du financement direct Cérémonie de versement des premières subventions aux producteurs de la zone pilote du Moungo.</p>	Passage de la phase pilote à l'extension aux autres zones du Cameroun.
Coton ABC PADER Info Projet : www.giz.de	Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme.	<p>Atelier de planification opérationnelle des activités de mise en œuvre du programme pour l'année 3.</p> <p>Comité de Suivi Opérationnel : Première session consacrée à la supervision et au suivi in situ des modalités de mise en œuvre des activités.</p>	Tenue du premier COPIL du programme en mi-février 2023.

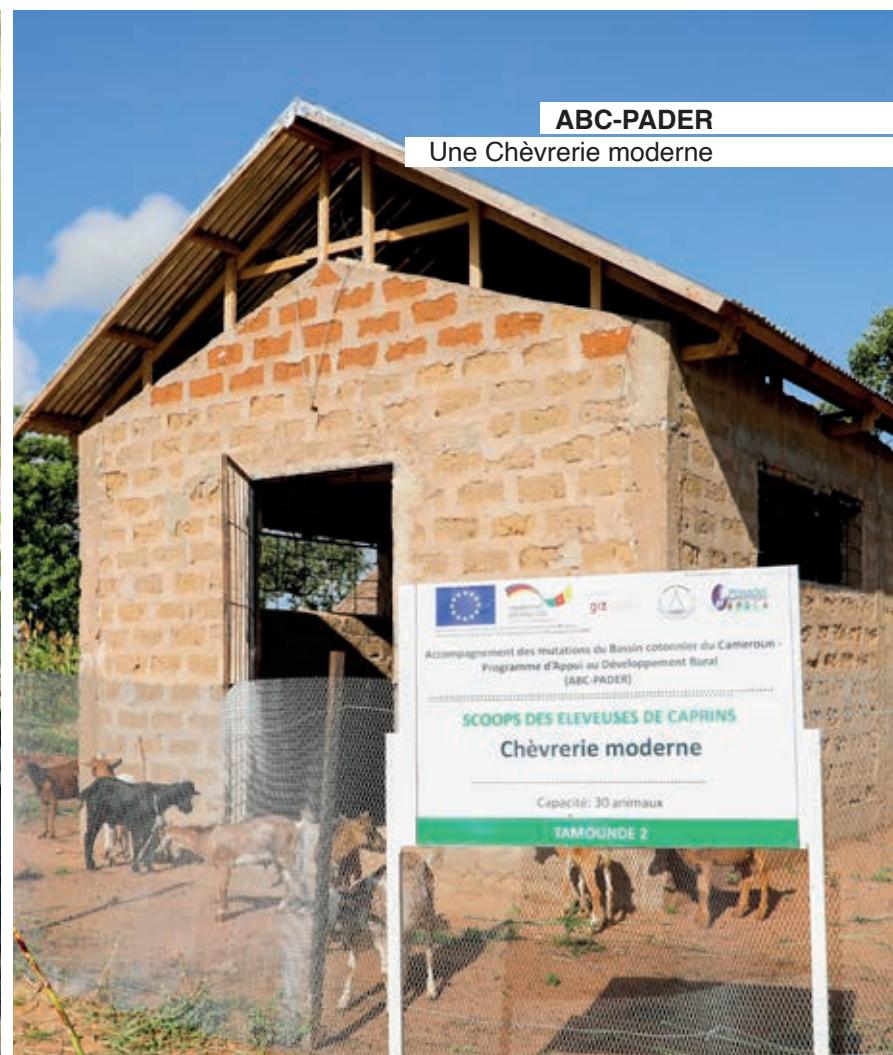
ECOFAC 6 - Tenue du Comité de pilotage Ministériel

04 Juillet 2022 à Libreville



ABC-PADER

La formation au greffage du manguier





Volet Développement rural et Environnement (2)

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives	
Noix de Cajou	Développement des chaînes de valeur Anacarde au Cameroun Info Projet : www.businessacp.com	Impulsion stratégique du partenariat, en lien avec la capitalisation de l'opportunité offerte par la section Business ACP du Programme Chaînes de valeur de l'OEACP.	Consultation interministérielle organisée par la CAON-FED sur la validation du besoin de formulation du programme national de développement intégral de la chaîne de valeur de la filière anacarde.	Formulation effective du Programme national et recherche de financements pour sa mise en œuvre.
Forêt - Bois	PAMFOR - Programme d'Amélioration de la Gouvernance en Milieu Forestier Info Projet : www.minfof.cm	Accompagnement opérationnel des ressources allouées.	Tenue des travaux CAON-FED-MINEPAT/DGPAT-MINFOF sur les compromis à proposer à la partie européenne pour la définition consensuelle des activités à mettre en œuvre dans le cadre du Projet d'Appui au Secteur Privé Forestier du PAMFOR.	Opérationnalisation du Projet d'Appui au Secteur Privé Forestier du PAMFOR.
Développement local participatif	PNDP Agropastoral - Programme National de Développement Participatif - Agropastoral Info Projet : www.pndp.org	Accompagnement opérationnel des ressources allouées.	Prorogation du volet agropastoral du PNDP Instruction du dossier ayant abouti à la prolongation exceptionnelle de la période de mise en œuvre du volet agropastoral du PNDP. Tenue de l'Atelier national de capitalisation des expériences de la phase pilote de mise en œuvre du processus de planification territoriale initié par le PNDP. Evaluation des activités menées, des résultats obtenus, des bonnes pratiques et des enseignements tirés. Actualisation et validation du Guide méthodologique de planification territoriale de développement des filières agropastorales, élaboré avec l'appui du PNDP.	Capitalisation des résultats et des acquis du PNDP.

PROGRAMME-CADRE OEACP POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES

UNE OPPORTUNITÉ POUR LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DES CHAÎNES DE VALEUR DE LA FILIÈRE ANACARDE (CAJOU) AU CAMEROUN

En 2017, le Conseil des Ministres ACP a adopté la Nouvelle Approche ACP pour l'appui au développement des chaînes de valeur agricoles, qui met l'accent sur l'investissement et la transformation du secteur agricole. Cette nouvelle approche vise à réduire la dépendance des membres de l'OEACP vis-à-vis des produits de base, en promouvant la création de valeur ajoutée et la diversification par l'autonomisation des acteurs tout au long des chaînes de valeur agricoles. Quatre piliers ont été identifiés comme essentiels pour le processus de transformation, à savoir : le financement, le renforcement des capacités, le commerce et l'investissement, et les risques liés au climat.

En droite ligne de cette nouvelle approche, le Comité des ambassadeurs a approuvé en octobre 2020 le Programme-cadre OEACP-UE d'appui au développement durable des chaînes de valeur agricoles.

Doté d'un budget de 103 Milliards Fcfa (157 millions d'euros), ce programme vise à autonomiser les acteurs tout au long des chaînes de valeur agricoles de l'OEACP, en particulier les exploitations familiales, ainsi que les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

La CAON-FED entend saisir l'opportunité de ce Programme pour soutenir et accompagner la mise en oeuvre du Programme National de Développement intégral des Chaînes de valeur de la filière Anacarde (Cajou) au Cameroun.

L'Anacarde est en effet actuellement identifié en Afrique et au Cameroun comme étant un produit émergent, disposant d'un fort potentiel économique et environnemental. Il constitue une spéculation porteuse pour le Cameroun sur les plans agricole, économique, environnemental et social. La valorisation économique de cette spéculation est envisageable à deux niveaux ; soit à travers ses produits bruts, ou alors grâce à ses produits dérivés.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) via le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), et en vue de diversifier les sources de revenus des populations rurales, le Cameroun a adopté en 2018 une stratégie nationale : "Stratégie de Développement des chaînes de valeur de la filière anacarde au Cameroun" dont la vision est de rendre le Cameroun visible, d'ici à 2023, sur le marché international du cajou avec une vente annuelle d'au moins 8 000 tonnes de noix de cajou de bonne qualité et d'au moins 400 tonnes d'amandes de cajou de bonne qualité.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) a formulé et mis en oeuvre un projet d'appui au développement de la filière cajou, principalement axé sur le volet production. A sa suite, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), dans la poursuite de la mise en oeuvre des actions de développement économique, a entrepris en 2020 une opération pilote de production de la noix de cajou dans les communes de Lagdo, de Pitoa et de Bibémi au Nord du Cameroun. L'adhésion du Cameroun au Conseil International Consultatif Cajou (CICC) s'inscrit dans cette optique de capitaliser sur les opportunités offertes par la filière.

En vue de valoriser les résultats probants obtenus de la mise en oeuvre de ces premières initiatives, les actions sont en cours pour la consolidation du développement durable de cette filière dans le pays à travers la formulation et la mise en oeuvre future d'un programme national de développement intégral des chaînes de valeur de la filière anacarde.

La mobilisation des ressources du Programme-cadre OEACP-UE d'appui au développement durable des chaînes de valeur agricoles, constituera un important atout à cet effet.



Volet Infrastructures (1)

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives
Sécurité routière en Afrique centrale	<p>Formation préventive à la sécurité routière (PAGIRN - Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique centrale)</p> <p>Info Projet : www.eiforces.gov.cm</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Programmes de formation : Mise en œuvre continue des programmes régionaux de formation en matière de sécurité routière, avec les taux globaux enregistrés de 81% d'exécution physique du projet et de 70,36% d'exécution financière au terme de l'année 2022.</p>	Réalisation des activités de formation restantes, tel que planifié, jusqu'au terme du contrat de subvention prévu en juillet 2023.
Développement des corridors d'Afrique centrale	<p>OPA - Observatoire des Pratiques Anormales (PAGIRN - Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique centrale)</p> <p>Info Projet : www.opa-ac.issea-cemac.org</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Enquêtes statistiques : Réalisation continue des opérations d'enquêtes et de production des statistiques d'observation des corridors.</p> <p>Activités de présentation des résultats et de recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Atelier de la RCA (Août) ; ■ Atelier du Tchad (Septembre). 	<ul style="list-style-type: none"> ● Organisation de l'atelier du Cameroun au 1^{er} trimestre 2023 ; ● Organisation de l'atelier régional au courant du 1^{er} trimestre 2023.
Développement des corridors d'Afrique centrale	<p>Gestion pérenne des corridors et harmonisation des dispositifs de contrôle de charge (PAGIRN - Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique centrale)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme. <p>Contractualisation de la mission d'Assistance Technique (Fischer Consulting) et démarrage opérationnel.</p> <p>Missions institutionnelles et de terrain.</p> <p>Elaboration (août 2002) et finalisation (septembre 2022) du Rapport préliminaire d'exécution.</p>	Suivi opérationnel de la mise en œuvre du projet dont le terme de la Mission d'Assistance Technique est de trente mois à compter du 6 juin 2022.
Développement des TIC en Afrique centrale	<p>Etude prospective et planification des TIC en Afrique Centrale (PAGIRN - Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique centrale).</p> <p>Info Projet : www.pagirn-pptic.cm</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Cartographie des besoins en TIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Enquête camerounaise réalisée par l'INS. ■ Contractualisation et démarrage de la prestation d'élaboration de la cartographie des besoins. <p>Développement du capital humain Constitution du réseau interuniversitaire régional en cours.</p>	Poursuite des activités, sur fonds de mobilisation régionale plus importante des acteurs.

PAGIRN - TIC

Quelques chiffres clés de l'usage des TIC au Cameroun (*)

30%

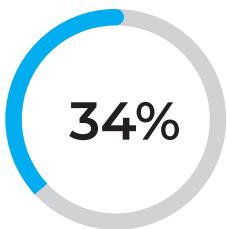


Trois ménages sur dix disposent de téléphone.

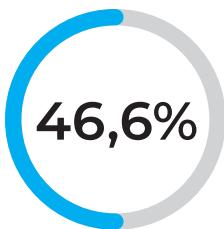
11,1%



11,1% des ménages ont accès à internet (10,1% des ménages ont accès à l'ordinateur).



34% des particuliers utilisent l'internet.



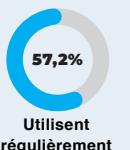
46,6% des utilisateurs d'internet ont accès à l'électricité.

66,5%

des administrations publiques disposent d'un ordinateur avec un ratio de **03 employés pour un poste**.



ont une ligne de téléphone fixe.



Utilisent régulièrement internet.



ont des technologies de sécurité des systèmes d'information.



ont un personnel spécialisé dans les TIC.

79,9%

des entreprises utilisent des ordinateurs.

74,5%

de très petites entreprises.

100%

de grandes entreprises.

UTILISATION D'INTERNET PAR DES PARTICULIERS

77,6%

Pour téléphoner via internet/VOIP (Imo, Whatsapp, Twitter, etc.).

49,6%

Pour obtenir des informations sur les biens ou services.

41,9%

Pour prendre part aux réseaux sociaux.

37,9%

Pour télécharger des films, images ou vidéo, musiques.

35,1%

Pour envoyer ou recevoir des courriers électroniques.

*Enquête réalisée par l'INS.



Volet Infrastructures (2)

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives
Aménagements urbains	<p>Voie de contournement de Yaoundé Info Projet : www.vcyyaounde.com</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement stratégique de mobilisation des financements. <p>Table-ronde des bailleurs de fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Observations technico-financières des PTF, sous forme de préalables complémentaires à satisfaire ; ■ Premières propositions financières enregistrées de l'ordre de 160 milliards Fcfa (244 millions d'euros) sur un besoin total d'investissement de 1 264 milliards Fcfa (1,9 milliards d'euros) ; ■ Instruction des dossiers de mobilisation des financements promis. 	Mobilisation effective des financements extérieurs en contribution à la mise en œuvre du projet.
Aménagements urbains	<p>Tronçons de route Magada-Yagoua (RN12), Moutourwa-Maroua (RN1) et Voie de contournement de Maroua</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement à la programmation de mise en œuvre opérationnelle. <p>Mission BAD de pré évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Revue des études de maturité et recommandation d'un nouveau tracé de la voie de contournement de Maroua ; ■ Arrangements financiers, juridiques et institutionnels. 	Réalisation du projet dans le cadre de la mise en œuvre effective du cofinancement BAD (prêt de 121 milliards Fcfa soit 184 millions d'euros) - UE (don de 19,5 milliards Fcfa soit 29,5 millions d'euros).
Villes secondaires	<p>PRODEV - Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires exposées à des facteurs d'instabilité Info Projet : www.feicom.cm</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>12^{ème} et 13^{ème} COPIL : Actualisation du planning des activités de mise en œuvre du Programme.</p> <p>Mise en œuvre opérationnelle : Suivi et accompagnement des activités en cours, relatives aux cinq composantes du Programme.</p>	Poursuite des activités jusqu'au terme conventionnel d'achèvement prévu le 30 novembre 2024.
Ouvrages routiers	<p>Pont sur le Fleuve Logone entre Yagoua et Bongor</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme. <p>Mission BAD de supervision :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Importants retards enregistrés dans la mise en œuvre du projet et option d'extension de la date du dernier décaissement des prêts et dons ; ■ Recommandations correctives de divers ordres à l'endroit des différents intervenants. 	Poursuite de la mise en œuvre du projet, en conformité des recommandations de la mission de supervision.
Développement ferroviaire	<p>Rail Bélabo - Ngaoundéré</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Visite du Vice-Président de la BEI : Cérémonie de confirmation des accords de financement du projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré.</p>	Formalisation des Conventions de financement avec : <ul style="list-style-type: none"> • la BEI : 69,5 Milliards Fcfa (106 millions d'euros) ; • l'UE : 11,14 milliards Fcfa (17 millions d'euros).

Développement ferroviaire national

80,6 milliards Fcfa (123 millions d'euros)

pour le projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré

**69,4 milliards Fcfa (106 millions d'euros)
de la BEI sous forme de prêt**

Représentant le plus important montant jamais accordé à un projet au Cameroun et le plus important soutien au transport durable en Afrique subsaharienne.

330 km de liaison plus rapide et plus fiable de fret et de passagers

Vers le Nord du Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine.

**11,14 milliards Fcfa (17 millions d'euros)
de l'UE sous forme de subvention**

En soutien à la mise en œuvre de projets et de meilleures pratiques.

Amélioration des transports

Pour stimuler la croissance économique, créer des emplois et réduire l'utilisation des routes.

« Investir dans le transport durable est crucial pour débloquer des opportunités économiques, connecter les communautés et réduire les émissions de carbone »

Thomas Östros, Vice-président de la BEI, en visite au Cameroun en mai 2022



Cérémonie de confirmation des accords de financement
du projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré

Volet Gouvernance

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives
État civil	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Modernisation de l'état civil ◆ Amélioration du système d'état civil <p>(PROCIVIS - Programme d'Appui à la Citoyenneté Active)</p> <p>Info Projet : www.procivis-cm.org</p>	<p>Accompagnement de clôture du PROCIVIS.</p>	<p>Ateliers de capitalisation : Partage d'expériences de bonnes pratiques par l'équipe de gestion du programme avec l'ensemble des acteurs de mise en œuvre.</p> <p>Comité de pilotage (Session bilan) : Revue de la mise en œuvre des activités du Devis-Programme et de celles des contrats de subventions rattachés (BUNEC+CDHC).</p>
			<p>Atelier de clôture : Sensibilisation de tous les acteurs (étatiques et non étatiques).</p>
			<p>Mobilisation de futurs appuis de l'UE.</p>
Société civile	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Renforcement de la Société civile ◆ Promotion des Libertés publiques <p>(PROCIVIS - Programme d'Appui à la Citoyenneté Active)</p> <p>Info Projet : www.procivis-cm.org</p>	<p>Accompagnement de clôture du PROCIVIS.</p>	<p>Ateliers de capitalisation : Partage d'expériences de bonnes pratiques par l'équipe de gestion du programme avec l'ensemble des acteurs de mise en œuvre.</p> <p>Comité de pilotage (Session bilan) : Revue de la mise en œuvre des activités du Devis-Programme et de celles des contrats de subventions rattachés (BUNEC+CDHC).</p>
			<p>Atelier de clôture : Sensibilisation de tous les acteurs (étatiques et non étatiques) à plus de collaboration pour une place accrue de la société civile dans le processus de développement participatif national.</p>
			<p>Accompagnement des bénéficiaires des subventions, appelés à continuer le travail au delà du PROCIVIS.</p> <p>Formulation du prochain programme d'appui à la société civile.</p>

Citoyenneté Active

Les bons points du PROCIVIS

COOPÉRATION CAMEROUN - UNION EUROPÉENNE
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION



PROGRAMME D'APPUI À LA CITOYENNETÉ ACTIVE ACTIVE CITIZENSHIP STRENGTHENING PROGRAMME

LE PROCIVIS ET LA SOCIETE CIVILE : POUR PLUS DE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, IMPLIQUER LA SOCIETE CIVILE DANS LES DIALOGUES SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES!

Pour renforcer la place des Organisations de la Société Civile (OSC)

1. Les capacités d'actions des OSC camerounaise ainsi que les relations entre la société civile et les structures étatiques sont durablement renforcées ;
2. Le cadre légal régissant les libertés publiques et les activités des OSC est appliqué de manière uniforme, et des réformes visant à son actualisation sont entreprises

Promouvoir la participation

Renforcer notre organisation pour légitimer nos actions

Consolider nos réseaux et partager notre expertise

Strengthening the active citizenship

Renforcing our organization to legitimed our actions

Strengthening the technical and management capacities of coalitions



PROCIVIS AND CIVIL SOCIETY : FACILITATION OF CSOS AND PUBLIC AUTHORITIES CONSULTATIONS FOR A MORE DEMOCRATIC GOVERNANCE !

To strengthen the place of Cameroonian civil society organizations in democratic governance:

- 1 . The action capacities of Cameroonian civil society organizations as well as relations between the civil society and State structures are durably strengthened.
- 2 . The legal framework governing civil liberties and the activities of CSOs is uniformly applied and reforms aimed at its updating are undertaken



ICE INTERNATIONAL
CONSULTING EXPERTISE





Volet Commerce et Développement du Secteur Privé

Opération	Impulsion de la CAON-FED	Activités / Evènements	Points de perspectives
Coopération économique et commerciale	Accord de Partenariat Economique	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre de l'Accord ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Monitoring conjoint de l'Accord de Partenariat Economique d'étape</p> <p>Suivi des différents indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en œuvre ■ Coopération au développement ■ Commerce général des biens ■ Parts de marché ■ Processus de libéralisation ■ Impact fiscal ■ Diversification et industrialisation ■ Climat des investissements ■ Développement durable 	Finalisation et publication du rapport conjoint de monitoring, couvrant la période initiale de mise en œuvre de l'Accord jusqu'en 2021.
Compétitivité nationale	DACC - Dispositif d'Appui à la Compétitivité au Cameroun Info Projet : www.dacc.cm	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du dispositif ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Comité de Suivi Opérationnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Evaluation PTBA 2021 et mise en œuvre PTBA 2022 ; ■ Modalités de sélection des Organisations intermédiaires bénéficiaires des actions du DACC. <p>Comité de Pilotage (5 et 6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Orientations des actions de rattrapage des retards observés ; ■ Orientations pour l'opérationnalisation du volet financier avec la BEI. 	Suivi technique des activités engagées.
		<p>Opérationnalisation de la ligne de crédit BEI (CCA et CBC Bank) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Clarification des modalités pratiques et des conditionnalités d'obtention des crédits ; ■ Mise en œuvre effective des lignes de crédit ; ■ Clarification du cadre contractuel BEI-DACC-Banques partenaires. 	Suivi des orientations relatives aux volets tant opérationnels que financiers du dispositif.
		<p>Missions de terrain :</p> <p>Accompagnement d'un investisseur tunisien intéressé par la filière tomate à l'unité SCAN de Foumbot.</p>	Effectivité des crédits aux PME. Depuis le mois de septembre 2022, les lignes de crédit de la BEI à taux d'intérêt bonifiés sont disponibles auprès des banques partenaires (CCA Bank et CBC Bank). Le volume total des crédits disponibles est d'au moins 54 millions d'euros (35,4 milliards F.CFA). Les premiers dossiers des PME ayant été appuyés par l'assistance technique du DACC ont été soumis auxdites banques.
Intégration économique en Afrique centrale	PAIRIAC - Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et à l'Investissement en Afrique centrale	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Accompagnement opérationnel de mise en œuvre du Programme ; ▶ Accompagnement institutionnel des acteurs. <p>Rencontres avec l'AT EGIS :</p> <p>Orientations de mise en œuvre du PAIRIAC, en ligne avec l'APE dont le Cameroun est seul signataire dans la Région.</p> <p>Atelier d'information et de concertation sur le PAIRIAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Orientations pour la finalisation du rapport de démarrage des composantes 1 et 3 ; ■ Etat d'action des activités de la composante 2. 	Coordination des actions de mise en œuvre du PAIRIAC, en lien avec les mesures d'accompagnement de l'APE, en s'appuyant sur le document de plaidoyer de l'APE-Cameroun.
			<ul style="list-style-type: none"> ● Démarrage opérationnel des composantes 1 et 3 ; ● Poursuite des activités de la composante 2.

Appui à la compétitivité de l'économie camerounaise

**17,5 milliards de francs CFA
(25,5 millions d'euros)**

*mis à disposition des PME camerounaises,
par la Banque Européenne d'Investissement,
dans le cadre de deux lignes de crédit ouvertes
à la CBC et à la CCA.*



« Il est important de soutenir le secteur privé au Cameroun »

Thomas Östros, Vice-Président de la BEI, en visite au Cameroun (mai 2022)

III.

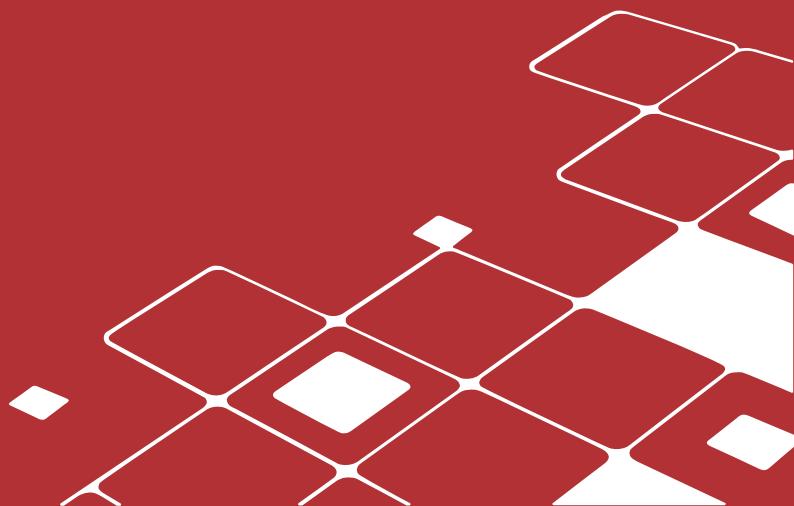
Suivi stratégique du Partenariat



La dynamique d'impulsion du partenariat au développement en général, et de la coopération européenne en particulier, est restée de mise dans l'activité de la CAON-FED, au titre notamment du volet stratégique de l'exercice de ses missions.

Le bilan d'activités pour l'année 2022 fait état à ce sujet :

- du suivi du dialogue de partenariat à diverses instances de coopération, à l'échelle nationale et internationale ;
- de la mobilisation de l'expertise pour les travaux de restructuration de la coordination du partenariat avec l'UE, dans le nouveau contexte d'implémentation de l'instrument « l'Europe dans le Monde » ;
- de la mobilisation interne en vue d'un arrimage structurel et fonctionnel approprié, relativement à la donne évolutive du partenariat, induite par le nouvel instrument « l'Europe dans le Monde » et son corollaire opérationnel du PIM.



Suivi du Dialogue de partenariat (1)

Dialogue Cameroun-UE Yaoundé, 05 janvier 2022

Dialogue Politique Structuré

Au cours de la session de janvier 2022, l'actualité et les perspectives immédiates de la coopération ont été passées en revue dans une optique de compréhension commune des évolutions récentes et d'engagement mutuel à un partenariat davantage régulier et équilibré, et désormais plus inclusif. Les thématiques majeures abordées ont à cet effet porté sur :

- Le renforcement de la dimension parlementaire, du rôle de la société civile, ainsi que du secteur privé dans le processus de partenariat ;
- Le nouvel Accord post-Cotonou en voie de signature, qui marque les jalons d'une coopération épanouie entre les pays membres de l'OEACP et l'UE dans les domaines de la paix et la sécurité, la migration, la mobilité, les droits de l'homme, le développement social et la croissance économique ;
- Le Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2024, en cours de lancement, et dont les trois grandes articulations sont appelées à s'arrimer aux quatre piliers de la Stratégie Nationale de Développement (SND30) ;
- La mise en œuvre imminente des plans d'action annuels relatifs au PIM 2021-2024, concernant notamment le projet urbain « Cameroun : villes vertes inclusives et durables » et l'initiative « Cameroun : Septentrion vert et résilient » ; deux projets financés à hauteur de 29 milliards Fcfa (44 millions d'euros).

Dialogue Cameroun-BEI Yaoundé, 04-07 mai 2022

Visite du Vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement

S'inscrivant dans la dynamique d'engagement de la BEI à accompagner et soutenir le Cameroun dans la réalisation de ses objectifs de développement inscrits dans la SND30, la visite de travail de M. Thomas Östros, a été ponctuée de :

- rencontres bilatérales avec le Premier Ministre, et plusieurs Chefs de départements ministériels, sur les perspectives de la coopération entre le Cameroun et la BEI ;
- la cérémonie de confirmation des Accords de financement du projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Belabo-Ngaoundéré ;
- la cérémonie de confirmation de signature pour l'ouverture de deux lignes de crédit auprès des banques privées commerciales, respectivement la CAA et la CBC, en vue du financement des PME camerounaises ;
- des échanges avec les acteurs du secteur privé et du secteur bancaire sur les défis et priorités du secteur privé camerounais ;
- la visite guidée du barrage hydro-électrique de Nachtigal.

Comité Ministériel OEACP de coopération pour le financement du développement,
07 Juin 2022 à Bruxelles





Dialogue OEACP Bruxelles, 07-08 juin 2022

114^{ème} Conseil des Ministres OEACP

Les travaux de la 114^{ème} session ministérielle OEACP auxquels a pris part la CAON-FED à Bruxelles, ont été essentiellement dominés par les préoccupations de mise en place progressive de l'Instrument de Coopération au Développement « Global Europe », et les nouvelles règles applicables aux produits « zéro déforestation ».

Dans le cadre de ces travaux, les assises du Comité ministériel de Coopération du Financement pour le Développement, ont planché sur le processus et l'état des lieux de la programmation financière dans les pays de l'OEACP avec l'entrée en vigueur du «Global Europe», et sur les mécanismes de coordination en cours d'expérimentation, dans le contexte d'élimination du rôle des Ordonnateurs Nationaux.

L'analyse du Règlement européen relatif à la lutte contre la déforestation a soulevé de vives préoccupations quant au risque de détérioration des économies des pays ACP, du fait de l'obstacle technique au commerce et à l'exportation vers le marché européen, qu'il constituerait.

Dialogue Cameroun–UE Bruxelles, 09 juin 2022

6^{ème} Comité conjoint APE Cameroun – Union européenne

Abordant les dimensions commerciales et de développement, relatives au suivi de la mise en œuvre de l'APE, ainsi que plusieurs questions d'intérêt commun pour le renforcement des relations commerciales entre le Cameroun et l'UE, les travaux conduits, côté Cameroun par M. Jean TCHOFFO, Secrétaire Général du MINEPAT, ont fait le point sur :

- L'élaboration d'un projet de Protocole commun sur les règles d'origine, à adopter à brève échéance ;
- Le monitoring continu de la mise en œuvre de l'APE ;
- L'intégration dans la programmation bilatérale et régionale du partenariat pour la période 2021-2027, des aspects prioritaires de mise en œuvre de l'APE tels que : les mesures d'appui au climat des affaires et des investissements, au commerce, à l'infrastructure de qualité et au respect des réglementations sanitaires et phytosanitaires ;
- L'accompagnement à l'amélioration qualitative de la production et du commerce du bois et du cacao en provenance du Cameroun ;
- Le projet de mise en place d'un sous-comité APE dédié aux questions agricoles et pastorales ;
- Les perspectives d'actualisation juridique de l'Accord, en rapport à la caducité de certaines dispositions adossées aux règles et procédures du FED, notamment concernant le financement du partenariat.

Suivi du Dialogue de partenariat (2)

Dialogue Cameroun–OEACP Yaoundé, 05-08 octobre 2022

Visite du Sous-Secrétaire Général de l'OEACP chargé du Département de la Transformation Structurelle de l'Economie et du Commerce

Le passage à Yaoundé, du 05 au 08 octobre 2022, de M. Escipión J. OLIVEIRA GÓMEZ, Sous-Secrétaire Général de l'OEACP chargé du Département de la Transformation Structurelle de l'Economie et du Commerce, a été l'occasion de concertations institutionnelles et avec le secteur privé, sur le renforcement des actions de développement de l'OEACP en faveur du Cameroun dans divers domaines ; agricoles, aquacoles, miniers, économiques et commerciaux. Sous l'impulsion et la coordination de la CAON-FED :

- Des rencontres ont été organisées avec la DUE, ainsi qu'avec plusieurs ministères sectoriels (MINADER- MINEPIA-MINMIDT- MINPMEESA), suivies d'une visite des projets des minéraux pour le développement ;
- Une séance de travail s'est tenue avec le secteur privé (GICAM-ECAM-CCIMA) ;
- Une séance de travail s'est tenue avec les acteurs des chaînes de valeur suivies par l'OEACP (Cacao-Café- Banane-Noix de cajou).

Dialogue OEACP–UE Bruxelles, 29 novembre 2022

45^{ème} Conseil Ministériel Conjoint ACP–UE

D'importantes perspectives de renforcement de la coopération se sont dégagées des délibérations ministérielles mixtes OEACP-UE, auxquelles a pris part la CAON-FED au sein de la délégation camerounaise :

- L'option résolue de la levée des blocages, côté européen, en vue de la signature en 2023 du nouvel Accord de partenariat OEACP-UE ;
- La proposition de création d'une plateforme OEACP-UE, afin de se concerter et trouver des solutions justes et durables à la question des juridictions fiscales non coopératives ;
- La compréhension partagée de l'actualité mondiale sur la crise en Ukraine, ainsi que sur la coopération dans les enceintes internationales ;
- La Stratégie « Global Gateway » et la mise en œuvre du Nouvel Instrument de Coopération et de Voisinage «Europe dans le Monde».

Séance de travail du Sous-Secrétaire Général de l'OEACP à la CAON-FED
07 Octobre 2022 à Yaoundé





Dialogue OEACP Bruxelles, 27–28 novembre 2022

115^{ème} Conseil des Ministres OEACP

La participation de la CAON-FED en accompagnement de la délégation camerounaise conduite par l'Ambassadeur du Cameroun à Bruxelles, a permis de suivre les délibérations ministérielles dont le sujet d'intérêt majeur pour le développement économique des pays ACP a porté sur les produits de base et les chaînes de valeur.

Les ministres de l'OEACP ont notamment convenu de continuer à soutenir les pays producteurs du sucre, du coton, de la banane, du cajou, du kava, du tabac et du cacao, afin qu'ils puissent bénéficier du soutien de l'UE pour garantir leur accès continu sur son marché. Ce soutien s'avère nécessaire dans un contexte marqué par la future mise en place d'une nouvelle législation de l'UE, qui répond aux résultats visés par le Pacte vert pour l'Europe, notamment en ce qui concerne le règlement relatif aux produits « zéro déforestation », le Mécanisme d'Ajustement Carbonne aux Frontières (MACF) et la directive sur la durabilité et le devoir de vigilance des entreprises.

Dialogue OEACP Luanda (Angola), 09–10 décembre 2022

10^{ème} Sommet des Chefs d'Etat OEACP

Y ayant pris part les 09 et 10 décembre 2022 à Luanda (Angola) au sein de la délégation camerounaise conduite par le Ministre des Relations Extérieures, la CAON-FED assurera l'instruction des orientations politiques élaborées à l'issue des débats sous le thème général :

« Trois Continents, Trois Océans, Un Destin Commun : Construire Une OEACP Résiliente et Durable »

Les travaux se sont conclus sur une Déclaration par laquelle les Chefs d'Etats OEACP se sont engagés à consolider leur volonté d'apporter leurs contributions aux préoccupations soulevées et, ont souhaité le renforcement de la coopération avec l'Union européenne.

Les débats avaient permis de revisiter la scène internationale en échangeant les points de vue sur les principaux moteurs de changement, leur impact et leurs conséquences sur les pays membres et les Régions de l'OEACP, ainsi que sur le reste du monde, dans le but de développer et d'adopter des réponses appropriées et opportunes.

Impulsion du cadre de coordination post-FED

Le contexte de restructuration de la coordination du partenariat

Les éléments post-FED de restructuration de la coordination du partenariat avec l'UE

- **Un nouveau cadre de référence de l'action gouvernementale pour la décennie 2020-2030**

La Stratégie Nationale de Développement (SND30) qui est le cadre de référence de la politique gouvernementale pour la décennie 2020-2030, constitue le nouveau socle d'alignement des Partenaires Techniques et Financiers aux priorités de développement national, articulées autour de quatre (4) principaux piliers, à savoir, (1) la transformation structurelle de l'économie nationale ; (2) le développement du capital humain et du bien-être ; (3) la promotion de l'emploi et de l'insertion économique ; (4) la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat.

- **Un nouvel Accord de partenariat OEACP-UE**

Les négociations post-Cotonou ont débouché sur un nouvel Accord de partenariat OEACP-UE conclu en décembre 2020, paraphé en avril 2021, et en attente de signature.

Le nouvel Accord qui vise à instaurer un partenariat politique renforcé entre les Parties afin de réaliser des résultats mutuellement bénéfiques, sur la base de valeurs partagées, dans les domaines d'intérêt commun et interdépendants, stipule que les Parties adoptent une approche inclusive et ouverte associant de multiples acteurs, notamment en renforçant le rôle des parlements, des autorités locales, de la société civile et du secteur privé, aussi bien dans le cadre du socle commun que dans celui des partenariats régionaux.

- **Un nouvel instrument financier de coopération de l'UE**

L'Union européenne s'est fixée de grandes ambitions et modifie substantiellement la manière dont elle organise sa coopération extérieure et ses flux de financement hors d'Europe. Afin de renforcer son action extérieure, elle s'est dotée d'un nouvel instrument financier de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (baptisé IVCDCI- l'Europe dans le monde), qui remplace dix instruments financiers et programmes qu'utilisait l'UE entre 2014 et 2020, notamment le Fonds Européen de Développement (FED) qui était hors budget.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouvel instrument, l'UE a fixé des dotations financières indicatives pour les différentes régions concernées par le Partenariat, dont 7469,953 milliards Fcfa (11,381 milliards d'euros) pour l'Afrique orientale et centrale.

La démarche de restructuration de la coordination du partenariat

Les travaux en cours, de restructuration de la coordination du partenariat avec l'UE

Eu égard au contexte évolutif des articulations du partenariat, les impératifs d'action en vue de la sauvegarde des acquis et des intérêts du Cameroun, ont amené le Premier Ministre, Chef du Gouvernement à instruire le MINEPAT à l'effet d'une part, de poursuivre avec diligence la coordination de la coopération économique et technique dans la nouvelle approche partenariale avec l'UE et d'autre part, de renforcer la structuration de la coordination et du suivi du partenariat, y compris par le biais d'une redéfinition des missions et du fonctionnement de la CAON-FED.

Les directives subséquentes du MINEPAT ont amené la CAON-FED à conduire la réflexion sur la structuration de la coordination du partenariat Cameroun - Union européenne à l'échelle nationale, à l'aune de l'entrée en vigueur du nouvel Accord de partenariat OEACP-UE et du nouvel instrument financier de l'UE « l'Europe dans le monde ».

La mobilisation autour des Cadres de la CAON-FED, de plusieurs experts du MINEPAT et du MINREX, ainsi que d'autres personnes ressources, a donné lieu à divers travaux d'analyse et de benchmarking, basés sur un plan consensuel de travail articulé autour des activités ci-après :

- Revue documentaire ;
- Entretien avec les acteurs nationaux et internationaux ;
- Etat des lieux du cadre institutionnel et de la coordination du partenariat européen ;
- Identification des options et examen des propositions ;
- Argumentation des options et rapport final provisoire ;
- Rapport final.

Sous l'impulsion de la CAON-FED, les travaux en cours sont en voie de finalisation, dans la perspective de l'élaboration des premiers rapports au courant du premier trimestre 2023.





LES INSTRUMENTS ENVISAGÉS DE LA NOUVELLE COORDINATION DU PARTENARIAT CAMEROUN-UE



Le mécanisme de coordination du partenariat Cameroun-UE reposera sur trois (3) instances, allant du niveau politique au niveau opérationnel : (i) le Dialogue économique et technique de haut niveau ; (ii) la réunion du suivi conjoint entre le Coordonnateur du partenariat et l'Ambassadeur, Chef de Délégation UE ; et (iii) les réunions entre la structure technique nationale et la DUE.

Adaptation fonctionnelle et managériale de la CAON-FED

Transformation structurelle

Des options stratégiques en cours d'élaboration/expérimentation

Le double contexte de changement de paradigme du partenariat (Global Europe) d'une part, et de reconfiguration du cadre de coordination de la coopération européenne d'autre part, engendre une nécessaire transformation structurelle de la CAON-FED, dont les options stratégiques envisagées portent sur les dimensions tant institutionnelles et juridiques qu'opérationnelles.

- **Au plan institutionnel et juridique (en élaboration) :**

- Redéfinition des missions et du fonctionnement de la CAON-FED dans la structuration de la coordination post-FED du partenariat ;
- Dotation d'une personnalité juridique à la CAON-FED.

- **Au plan opérationnel (en expérimentation) :**

- Action de veille stratégique du partenariat, dans un nouvel environnement d'accès concurrentiel aux ressources de coopération européenne ;
- Action de veille informationnelle et d'accompagnement des bénéficiaires des subventions.

Réengagement de performance

La signature d'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance (COP)

Dans la mouvance d'efforts de coordination efficace du partenariat européen au Cameroun, la CAON-FED a renouvelé son engagement de performance vis-à-vis du Ministre Coordonnateur du Partenariat, en procédant le 05 août 2022, à la signature d'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) pour la période 2022-2025, axé autour des principaux objectifs ci-après :

Objectif général :

Contribuer à l'instauration d'un partenariat politique renforcé entre les parties en vue de l'atteinte des résultats mutuellement bénéfiques dans les domaines d'intérêt commun et interdépendants, et sur la base des valeurs partagées.

Objectif stratégique n°1 :

Assurer la totalité des décaissements et de l'absorption des fonds du 11^{ème} FED.

Objectif stratégique n°2 :

Accroître la mobilisation, les décaissements et l'absorption des ressources financières du partenariat en faveur de la mise en œuvre des interventions des Parties.

Objectif stratégique n°3 :

Améliorer la coordination du partenariat et le dialogue entre les Parties.

Arrimage fonctionnel au PIM

L'adaptation progressive à la nouvelle donne des aires prioritaires d'intervention

En considération de la tendance marquée à la mise en œuvre effective dès 2022, du nouveau cadre opérationnel de coopération européenne, matérialisé par le PIM conclu en 2021, la CAON-FED s'est évertuée à adapter son fonctionnement aux articulations opérationnelles nouvelles du partenariat, à travers les réflexions internes sur :

- la répartition interne du travail en fonction des domaines prioritaires de la coopération avec l'UE et en cohérence avec la SND30 ;
- l'élaboration des plans individuels de travail, en cohérence avec la répartition du travail ;
- la mise en place d'une organisation sans cloisonnement, souple et flexible au niveau des back-up, où la veille informationnelle est plus que jamais nécessaire ;
- la pro-activité, la prospective et la recherche permanente d'informations, qui doivent être de mise dans le suivi du PIM tant national que régional ;
- la collaboration étroite avec la DUE ;
- L'intermédiation avec les autres sectoriels nationaux.

Coordination interne et conjointe

La régularité périodique de suivi opérationnel et stratégique du partenariat

Le management de la CAON-FED est resté constant sur l'option du suivi opérationnel et stratégique régulier du partenariat, tant en activités internes mensuelles de coordination qu'en concertation permanente avec la DUE.

- Les réunions mensuelles de coordination interne ont été l'occasion de mettre un accent particulier sur les nouvelles orientations de travail, en rapport avec la mise en route de l'instrument « l'Europe dans la Monde ».
- Les rencontres périodiques CAON-DUE ont été l'occasion d'échanger en vue d'activer les stratégies d'appropriation et d'implémentation de l'instrument « l'Europe dans la Monde » notamment dans le cadre des actions de mise en œuvre du PIM.





Guide indicatif du suivi conjoint CAON-DUE de la mise en œuvre du PIM



Responsabilité	Responsable de la structure technique nationale et Chef de Coopération à la DUE.
Objectifs	Échanger sur le niveau d'avancement opérationnel et financier des activités relatives aux secteurs d'intervention spécifiques de la coopération Cameroun-UE.
Participants	<ul style="list-style-type: none">• Le Responsable de la structure technique nationale ;• Les experts et cadres de la structure technique nationale ;• Le Chef de Coopération à la DUE ;• Les Chefs d'équipe et les gestionnaires de programmes à la DUE ;• Les services du MINEPAT et du MINREX compétents ;• Les administrations sectorielles, le cas échéant.
Fréquence	Trimestrielle
Principes clés	<ul style="list-style-type: none">• Traitement des sujets de nature opérationnelle et/ou stratégique ;• Sujets de discussion à l'ordre du jour sont relatifs à la revue opérationnelle du portefeuille de coopération et aux perspectives de court terme ;• Orientations pour l'action des deux équipes (les experts, les chargés/gestionnaires de programmes) ;• Identification des blocages à soumettre au Coordonnateur du Partenariat et à l'Ambassadeur, Chef de Délégation ;• Evaluation des propositions pour la dynamisation du partenariat ;• Apprentissage mutuel ;• Dialogue franc et constructif entre les parties ;• Expression libre de toutes les parties.
Préparation	<ul style="list-style-type: none">• Préparation et concertation préalables sur les sujets à inscrire à l'ordre du jour, dans le cadre des réunions sectorielles ou générales avec les représentants des départements ministériels techniques et des structures nationales bénéficiaires ;• Revue du portefeuille de coopération Cameroun-UE, y compris les actions menées avec les Etats membres, des agences de coopération et des institutions financières internationales ;• Elaboration des éléments de langage par les équipes ;• Mise en œuvre des conditions pour une participation efficace des parties prenantes.
Gestion	<ul style="list-style-type: none">• Ordre du jour arrêté de commun accord ;• Proposition, discussion, adoption des projets de décision ;• Production d'un compte rendu adressé au Ministre, Coordonnateur du Partenariat par la structure technique nationale.
Suivi	<ul style="list-style-type: none">• Communication du compte rendu conjoint et des résolutions au Coordonnateur du partenariat, à l'Ambassadeur, Chef de Délégation et aux parties prenantes pour mise en œuvre ;• Suivi conjoint de la mise en œuvre impliquant les experts, les chargés/gestionnaires de programmes, sous l'impulsion du responsable de la structure technique nationale et du Chef de Coopération à la DUE.

IV. Volet financier



Pour l'essentiel de la coordination d'ordre financier du processus de partenariat Cameroun – UE en 2022, la CAON-FED s'est activée à la mise en œuvre concomitante des deux instruments courants d'intervention de la coopération européenne :

- l'Europe dans le Monde, avec la programmation opérationnelle des ressources allouées dans le cadre du PIM 2021-2024 ;
- le FED, avec la poursuite des décaissements des fonds relatifs aux engagements opérés sur la totalité des ressources allouées dans le cadre du PIN-11^{ème} FED.





Opérationnalisation financière du PIM 2021-2024

116,7 milliards Fcfa (178 millions d'euros)
d'allocation au titre du PIM 2021-2024

20%
GOUVERNANCE,
démocratisation, paix et stabilisation

23 614 452 000 Fcfa
36 000 000 €

18%
CROISSANCE INCLUSIVE,
emplois durables et secteur privé

20 990 624 000 Fcfa
32 000 000 €

64 283 786 000 Fcfa
98 000 000 €

55%
PACE VERT :
développement durable et action pour le climat

7 871 484 000 Fcfa
12 000 000 €

7%
MESURES D'APPUI
et diplomatie publique



48,3% de programmation de l'enveloppe du PIM 2021-2024

Au terme de l'année 2022, le montant total des ressources en cours d'engagement représente 48,3% de l'enveloppe du PIM 2021-2024, dont :

24,71%

● EFFECTIVEMENT ENGAGÉS

28 862 108 000 Fcfa (44 millions d'euros) dans le cadre de deux conventions signées en 2022 :

- Cameroun - Pacte vert et résilience dans le Septentrion
- Cameroun - villes vertes inclusives et durables

23,59%

● D'ENGAGEMENT PROGRAMMÉS

27 550 194 000 Fcfa (42 millions d'euros) programmés pour trois conventions en perspective de signature en 2023 :

- Facilité de Coopération
- Paysage Sud/Sud-Est
- Appui à la société civile

Perspective

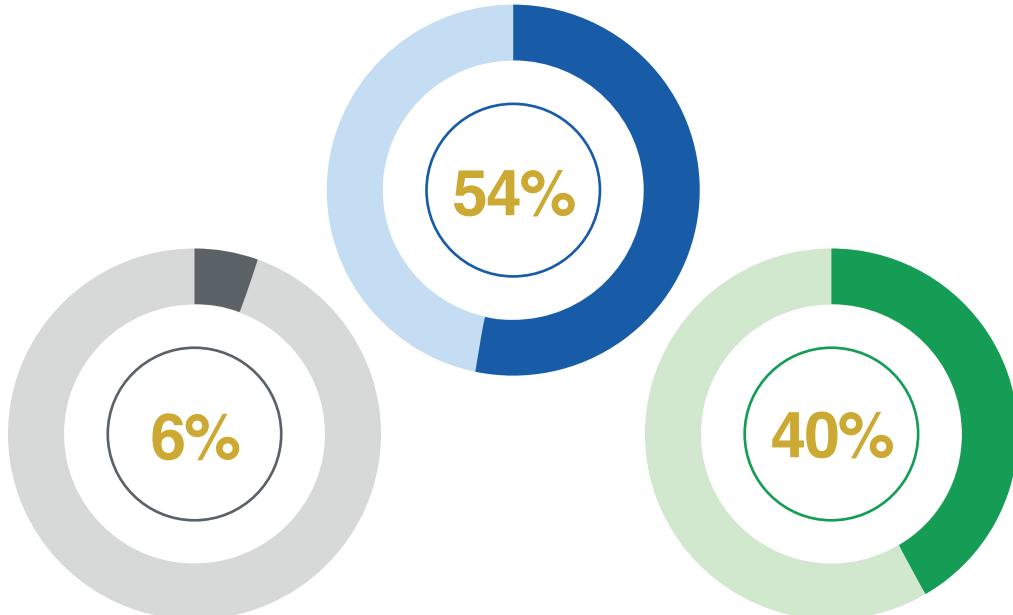
60 348 044 000 Fcfa (92 millions d'euros) - soit 51,7% resteront à programmer dans le cadre des Plans d'Action Annuels (PAA) des deux prochaines années 2023 et 2024.

TABLEAU DÉTAILLÉ

	Désignations	Fcfa	Euros
Conventions signées PAA 2021	TEI Septentrion Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun / agriculture et conservation	13 119 140 000	20 000 000
	Cameroun villes vertes inclusives et durables	15 742 968 000	24 000 000
Montants engagés dans le PAA 2022	Montants engagés dans le PAA 2022		
	• NDICI AFRI - Cooperation Facility.....3 279 785 000	27 550 194 000	42 000 000
	• NDICI AFRI - Paysage Sud/Sud-Est.....13 119 140 000		
	• NDICI AFRI - Appui à la société civile.....11 151 269 000		
PAA 2023 ET 2024	Montant restant à engager - PAA 2023 ET 2024	60 348 044 000	92 000 000
		116 760 346 000	178 000 000

Décaissements continus du PIN-11^{ème} FED

185 Milliards Fcfa (282 millions d'euros)
engagés à 100%



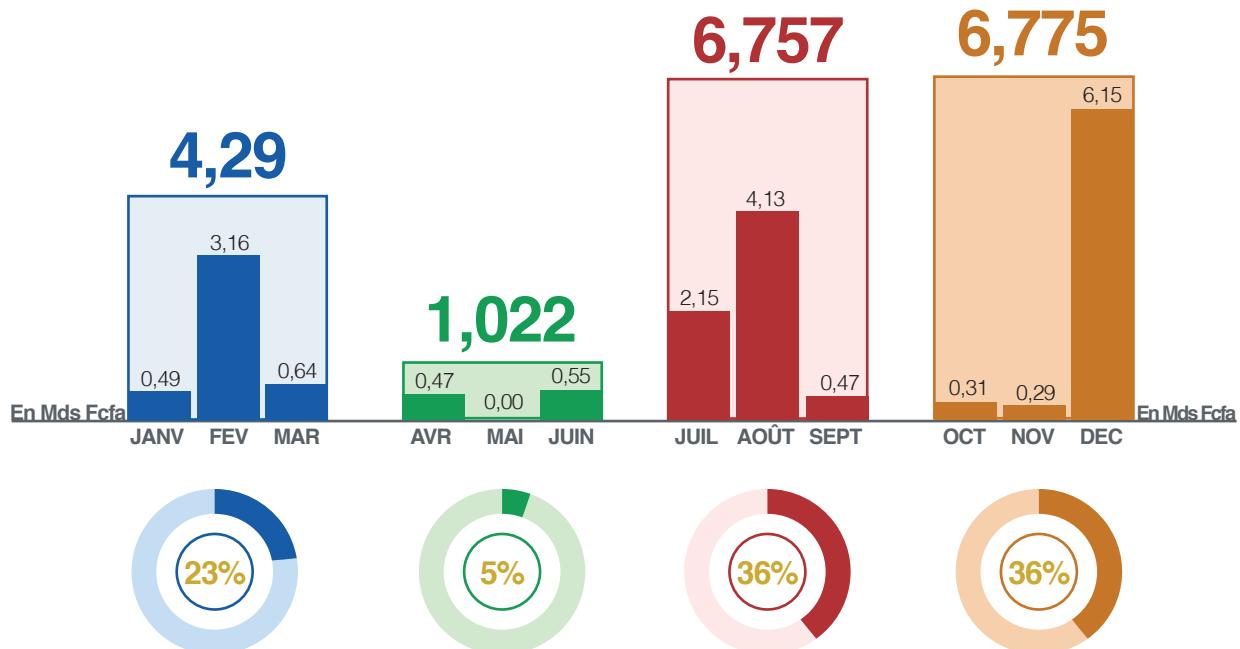
Consommation des fonds alloués au Cameroun dans le cadre du 11 ^{ème} FED		Fcfa	Euros
Appui Institutionnel	6%	10 724 896 950	16 350 000
Appui Budgétaire - contrat réformes sectorielles	54%	99 705 464 000	152 000 000
Activités opérationnelles (PAMFOR-PNDP-DACC-PROCIVIS, PRODEV, ABC PADER, AIP...)	40%	74 549 513 050	113 650 000
TOTAL		184 979 874 000	282 000 000

Au bilan final des engagements des ressources du 11^{ème} FED, le montant de 282 millions d'euros (185 milliards F.CFA) alloué au Cameroun, a été entièrement absorbé, dans le cadre de trois grandes lignes d'intervention :

- L'Appui Budgétaire Sectoriel de l'ordre de 99,71 milliards F.CFA (54%), relatif au financement du Contrat de Réforme Sectorielle dans le domaine de l'agriculture et du développement rural ;
- L'appui opérationnel d'un montant global de 74,54 milliards F.CFA (40%), afférent au financement de plusieurs projets dont la mise en œuvre se poursuit pour certains (DACC, ABC PADER, PNDP) ;
- L'appui institutionnel à hauteur de 10,72 milliards F.CFA (6%), portant sur le financement des activités d'encadrement du processus de partenariat.

18 Milliards Fcfa (28 millions d'euros)

décaissés courant 2022



Décaissements - Dons sur contrats courant 2022		Fcfa	Euros
Trimestre 01	23%	4 297 380 271	6 551 314
Trimestre 02	5%	1 022 877 634	1 559 367
Trimestre 03	36%	6 757 206 368	10 301 295
Trimestre 04	36%	6 775 497 833	10 329 180
TOTAL		18 852 962 106	28 741 155

Au bilan financier de l'année 2022, un total de plus de 18 milliards Fcfa (28 millions d'euros) a été décaissé dans la période sous revue, pour la réalisation des différents contrats en cours d'exécution, au titre des ressources allouées dans le cadre du 11^{ème} FED.

L'appui, l'accompagnement et la facilitation de la CAON-FED, ont contribué aux performances de décaissement enregistrées.

Perspective

Le reliquat à décaisser sur l'ensemble de l'enveloppe du PIN-11^{ème} FED au cours des prochaines années est de l'ordre de 30 milliards Fcfa (46 millions d'euros).

185 Milliards Fcfa (282 millions d'euros)									
2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 et plus
137 Milliards Fcfa (208 millions d'euros)									
18 Milliards Fcfa (28 millions d'euros)									
30 Milliards Fcfa (46 millions d'euros)									



CAON

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National FED



320, Rue Onambélé Nkou-Nlongkak
B.P. : 847 Yaoundé Cameroun
Standard : +237 222 97 72
Fixe : +237 222 21 55 87/222 21 54 32
Fax : +237 222 20 53 93
Email : caonfed@caonfed.org
Site web : www.caonfed.org